

Débat au Conseil de l'Europe
Congres des Pouvoirs Locaux et Régionaux
La place des femmes dans la politique
19 mars 2010

Remerciements

Salutations

Si la place de la femme dans notre société s'est nettement améliorée, le combat pour un meilleur partage des responsabilités entre hommes et femmes reste plus que jamais un combat d'actualité. En tant que femme, j'y suis sensible. Tout au long de mon parcours j'ai été confrontée à ce combat pour l'égalité homme-femme. Il fait partie de ma vie.

Car, il y a quelque chose d'essentiel qui est en train de se passer au sein même de nos entreprises, de nos villes, dans le monde politique, dans la société européenne dans son ensemble.

Nous vivons un moment où jamais les femmes n'ont occupé autant de postes à responsabilité, dans le monde de l'entreprise comme dans la vie publique.

Il y a certes des progrès à faire : selon une résolution toute récente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, les femmes en Europe continuent à avoir plus de mal que les hommes à trouver un emploi convenable, malgré les lois qui prohibent toute discrimination sur le lieu de travail, et, à compétences égales, elles sont également moins bien rémunérées que les hommes.

S'agissant de la vie publique, il y a eu, avec la loi sur la parité d'indéniables avancées.

Cette loi a permis principalement d'introduire pour les élections au scrutin de liste, l'alternance un homme, une femme. Ce qui a été, somme toute, un changement assez important, dans un pays, où les femmes n'ont le droit de vote que depuis très peu de temps : la République a deux cent et quelques années ; les femmes ne votent que depuis 1945 ! Je voudrais noter, en passant, qu'en Turquie, les femmes votent depuis les années 1920 !

mon parcours

Deux mots sur mon parcours personnel :

La question de la place des femmes est très liée à ma vie :

- Pour ma formation d'ingénieur, j'ai intégré l'école Polytechnique dans une des premières promotions mixtes. Les jeunes femmes y avaient été admises 6 ans plus tôt, avec Anne Duthilleul-Chopinnet, après 179 ans de présence exclusivement masculine.

- J'ai ensuite effectué mon service dans la Marine nationale, l'école Polytechnique restant une école militaire. Malheureusement à ma grande déception, je n'ai pu embarquer sur un navire, comme mes autres camarades garçons, la mixité n'étant pas encore admise à bord des bâtiments. J'ai donc dû me contenter d'un poste au sein d'une unité de commandement à terre et rester en quelques sortes en rade.
- Passionnée par la politique, j'ai décidé de briguer un mandat pour représenter les habitants de mon quartier et je suis devenue ainsi **la première femme** Conseillère Générale du Bas-Rhin en 1992, alors que la création de cette institution remonte à 1789. Quand je suis candidate, un responsable de mon parti me dit : l'UDF est sûre de perdre, le preuve, ils ont investi une femme !
- J'ai assumé la responsabilité de la 7^{ème} ville de France, en binôme avec un homme, M. Grossmann. J'ai bien vu que certains collaborateurs ou opposants ont encore des difficultés à accepter cette position.

Je suis pourtant convaincue que cette époque, où l'accès à certains postes était refusé aux femmes et leur simple présence dans certains lieux de travail choquait, est révolue. Le droit pour les femmes d'accéder à toutes les fonctions sans

aucune restriction s'est peu à peu imposé dans les faits et dans les esprits.

Les obstacles liés à la vie familiale

Une dernière difficulté persiste. Si les femmes se sont bien intégrées dans la vie politique et les entreprises, elles ne parviennent pas à progresser au sein de la hiérarchie.

Vous avez ainsi relevé dans votre rapport que, malgré le nombre de femmes élues, la proportion de Maires est beaucoup plus faible, notamment dans les grandes villes. Du scrutin de dimanche pour les élections régionales en France devrait ressortir une maximum deux femmes Présidentes de Conseil Régional, sur 26 régions françaises.

Des obstacles liés à la vie familiale en seraient responsables.

Cette question de la conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle est toujours posée aux femmes, **très rarement aux hommes**. Serait-ce un dernier réflexe machiste qui perdure ? On nous demande trop souvent de choisir entre nos enfants et notre carrière, alors que les deux thèmes ne s'opposent pas par nature. Comment s'épanouir professionnellement si on a pas de vie intime ? Comment être une mère de famille heureuse si on doit abandonner sa carrière professionnelle ?

Je crois que la famille n'est pas un frein à une carrière. Aujourd'hui, nous restons sur une vision trop patriarcale de la

famille. Les sacrifices se font au profit exclusif de l'homme et au détriment de la femme. Les femmes s'autocensurent et refusent des promotions professionnelles pour se consacrer à leurs enfants. Cette situation doit changer, l'homme doit accepter d'occuper sa place au sein du couple et endosser sa part de responsabilité. Il faut rééquilibrer les rôles au sein de la famille, c'est indispensable pour laisser la femme s'épanouir professionnellement.

Il y a un remarquable rapport sur ce sujet de Mme Brigitte Gresy, Inspectrice Générale des Affaires Sociales :

elle décrit le plafond de verre et l'inégalité au travail de manière remarquable.

Quelques chiffres :

- revenus à 60 ans aujourd'hui, au moment de la retraite : **femme 1000 euros, hommes 1600 euros ;**
- quelque chose comme 80 pour cent des tâches familiales sont assurées par les femmes.
- 95 pour cent des temps partiels pour des motifs éducatifs sont pris par des femmes !

L'inégalité en politique est je crois très parallèle à ce qui se passe en entreprise, et traduit la même réalité dans la vie familiale.

En politique

Nous devons regarder la réalité en face et nous dire toute la vérité : **à droite comme à gauche, il y a des mouvements politiques qui n'ont pas pleinement joué le jeu de la loi sur la parité et le résultat final n'a pas été le résultat escompté** : s'il y a autant de candidats que de candidates, il y a en revanche beaucoup plus d'hommes élus que de femmes...

Là, c'est à l'intérieur des partis politiques qu'une révolution culturelle doit s'accomplir. C'est l'une des principales missions des femmes élues aujourd'hui, que de provoquer un changement des mentalités et des comportements à l'intérieur de chacune de leur formation respective.

Je ne suis pas de celles qui pensent qu'une femme en politique ou dans une entreprise a davantage de qualités qu'un homme (ou alors, juste un peu, même beaucoup, mais il ne faut pas trop le répéter, les hommes se vexeraient)... Mais puisque nous sommes à Strasbourg, ville européenne, je voudrais tout simplement vous parler d'un fait précis : le Conseil de l'Europe, vous avez mis en place, il y a une dizaine d'années, des structures qui ne sont pas très connues : « les Agences de la Démocratie locale ». Ces structures sont principalement implantées dans les Balkans (en Ex-Yougoslavie, au Kosovo, etc.). Et il s'agit de refaire vivre ensemble des gens qui se sont faits la guerre pendant des années. Eh bien, ces agences ont connu les plus grandes réussites, lorsqu'elles appuyaient leurs actions de terrain sur les femmes. Il

y a eu récemment à Strasbourg une réunion de toutes ces structures, où l'on mettait en avant ce que les femmes apportaient naturellement de plus que les hommes dans la prévention des conflits : un sens de la médiation, de l'apaisement et de la réconciliation.

Il n'y a pas que les sociétés qui sortent de la guerre qui ont besoin de ces vertus. Toute société démocratique a besoin de cela. Ce dont la démocratie a besoin pour vivre, pour se renforcer, pour grandir, c'est des femmes.

En France, je crois que nous avons toutes les raisons d'être plutôt optimistes. Car nous sommes, malgré les réserves que l'on peut exprimer légitimement, nous sommes sur la bonne voie. Qu'est-ce que cela veut dire, « nous sommes sur la bonne voie » ? Cela veut dire deux choses :

- 1- il y a, arithmétiquement, un peu plus de femmes élues, qu'auparavant. C'est un constat quantitatif ;
- 2- il y a aussi un grand changement dans les mentalités de notre pays : élire une femme à un poste à responsabilité n'est plus une question. Les électeurs ne se déterminent pas sur cet aspect-là. C'est une chose qui est passée dans les mœurs.

Certes, nous n'en sommes pas encore à ce que la règle commune se résume dans le titre de ce magnifique film de Jean-Jacques Zilbermann (avec Elsa Zylberstein et Antoine De Caunes) : « L'homme est une femme comme les autres. » Mais nous avons

atteint, je crois, un moment de notre histoire sociale et politique, où il apparaîtrait totalement incongru à quiconque de juger un élu du peuple sur le fait qu'il soit une femme ou un homme. On juge sur d'autres critères, mais plus sur celui-là.

Je voudrais rappeler que le temps n'est pas si loin, où cela ne se passait pas comme cela. Qu'on se souvienne de ce que l'on pouvait entendre ou lire ici et là, en 1991, quand Edith Cresson a été nommée Premier ministre et qu'elle a commencé à rencontrer des difficultés certaines : le fait qu'elle était une femme était très régulièrement mis en avant par ses détracteurs. Et puis, comment ne pas évoquer le témoignage de Simone VEIL (qui pour moi est un vrai modèle : elle est entrée hier à l'académie française, elle s'est distinguée en 1974 en faisant adopter la Loi sur l'avortement, et elle a été la première Présidente du Parlement Européen en 1979). Dans son dernier livre (*Les hommes aussi s'en souviennent*), un livre à lire et à méditer, elle raconte toute la difficulté qu'il y avait à être une femme en politique à la fin des années 1970...

Oui, en quelques années, il y a eu beaucoup de chemin parcouru. Les femmes ne sont plus simplement « associées à la vie économique et politique ». Elles sont des acteurs à part entière et chacun l'admet naturellement.

Des situations qui restent dramatiques dans les quartiers

Mais ces progrès-là, qui concernent la vie publique et celle de l'entreprise, ne doit pas nous faire oublier que certaines situations

restent dramatiques. Très mobilisée par ces problèmes au quotidien dans les quartiers de Strasbourg, je ne peux pas ne pas évoquer ces situations extrêmement dures : c'est le cas de la **prostitution** (où l'on doit parler d'un véritable « esclavage humain », puisque les jeunes filles sont exploitées et souvent rendues dépendantes par la drogue). C'est le cas des **violences conjugales** (le Conseil de l'Europe a des chiffres là encore tout à fait alarmant : sur notre continent, 70 % des femmes qui décèdent de mort violente le font à la suite de violences conjugales). Il y a aussi d'autres questions, qui nous rappellent à la réalité la plus terrible : celle du **mariage forcé**, par exemple, mais aussi l'apparition d'un **réel mépris pour les femmes et notamment pour les jeunes filles** dans les quartiers de nos villes, que dénoncent des associations comme « Ni putes ni soumises », (certes d'une façon provocatrice, mais il faut un peu de provocation parfois, pour faire bouger les choses et faire évoluer les consciences).

Ce sont des questions que nous ne pouvons pas ignorer. Car tout l'honneur, tout le devoir aussi, des femmes qui exercent des responsabilités, c'est de garder toujours ce qui, au fond, distingue peut-être le mieux les femmes des hommes : une attention toujours particulière et sensible aux autres.

Et là où nous nous trouvons, là où nous sommes engagées, je crois que nous pouvons développer une véritable solidarité

féminine, car ce n'est pas une solidarité communautaire, repliée sur elle-même, mais toujours animée du souci de l'autre.

Mes propositions ?

- encourager bien sûr les femmes à s'engager dans la vie politique
- maintenir les systèmes de parité : s'ils ne sont pas parfaits, ils permettent de faire entrer dans la vie politique un plus grand nombre de femmes, et c'est indispensable en France compte tenu de la situation actuelle.
- Il faut rester vigilant en cas de modification des systèmes électoraux : ainsi la création du conseiller territorial en France, qui va remplacer les conseillers régionaux et départementaux poursuit un but de simplification et de clarification politique : il ne dit pas se traduire par moins de femmes élues et nous travaillons actuellement au Sénat pour formuler des propositions qui iraient dans le bon sens

Il faut aussi analyser et rendre public régulièrement la situation des femmes.

C'est ce qui rend votre rapport particulièrement précieux.

En établissant un état des lieux, vous alertez l'opinion publique européenne sur ce défi.

Je suis donc très heureuse d'avoir pu témoigner devant vous de mon vécu et de mes convictions.

Si j'ai eu la chance que mes aînées ouvrent les portes par lesquelles j'ai pu entrer, tant dans la vie politique que professionnelle, je considère qu'il est de mon devoir de poursuivre cette mission, et c'est ce que vous m'avez permis de faire d'une certaine manière aujourd'hui.

Et je veux dire ma reconnaissance au Conseil de l'Europe, cette formidable institution que la Ville de Strasbourg a l'honneur d'accueillir depuis 1949, et avec laquelle j'ai eu le bonheur de collaborer depuis de nombreuses années. **C'est une fierté pour tous les Strasbourgeois d'accompagner le Conseil de l'Europe dans ses projets .**

Merci à tous pour votre attention